

# PORTRAIT DE LA SOCIÉTÉ RUSSE EN 2018

**A** la veille du centenaire de la révolution, seuls 5 % des Russes disaient appeler de leurs vœux une nouvelle révolution<sup>1</sup>. Et le nombre de ceux pour lesquels un événement de ce type était possible allait diminuant : 28 % (59 % l'estimant impossible), quand les chiffres de 1998 étaient respectivement de 34 et 54 %<sup>2</sup>. Cet abandon du paradigme de la révolution, illustré par les manifestants de l'hiver 2011-2012 brandissant des pancartes « Évolution » (avec un R barré), est acté. Aucun événement ne fut organisé par le pouvoir pour commémorer cette page de l'histoire russe et la manifestation initiée par le parti communiste à Moscou, le 7 novembre, fut plus festive que combative, chansons et embrassades avec les délégués de partis communistes étrangers étant au programme. Le passage au capitalisme qu'avaient voulu renverser les bolcheviks est entré dans les mœurs : 74 % de Russes considèrent que l'activité des entrepreneurs profite au pays<sup>3</sup>... même si 73 % ont une opinion négative des privatisations des années 1990, 56 % se prononçant pour une renationalisation<sup>4</sup>. Ce sont les formes de la mutation économique qui sont contestées, pas leur principe.

Par Myriam Désert, professeur émérite à l'Université Paris IV-Sorbonne, chercheuse associée au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC, EHESS).

1. <https://wciom.ru/index.php?id=236&uid=3607> sondage d'octobre 2017.

2. <https://www.levada.ru/2017/04/05/oktyabrskaya-revolutsiya-2/> sondage de mars 2017.

3. <https://wciom.ru/index.php?id=236&uid=3605>

4. <https://wciom.ru/index.php?id=236&uid=3597>

En même temps que le fantasme de la révolution s'éloigne, son imaginaire se modifie. La période qui suit Octobre 1917 n'est plus pensée comme une rupture radicale : 50 % des personnes interrogées considèrent que la Russie a continué à se développer dans la fidélité à ses traditions (en 1998, seulement 27 % partageaient cette perception) et une courte majorité déclare désormais que la révolution a nui à la culture russe (49 %, 41 % affirmant le contraire), alors qu'en 1990, les chiffres étaient respectivement de 69 et 17 %<sup>5</sup>. Les polarisations s'estompent : 31 % des personnes interrogées affirment que Rouges et Blancs avaient partiellement et tort et raison<sup>6</sup>.

Un certain attachement à l'œuvre de la révolution est néanmoins sensible : 48 % estiment qu'elle a joué un rôle positif, 31 % affirmant le contraire (chiffre sans grande variation depuis 1996). Le pourcentage de ceux qui la qualifient de catastrophe est en baisse (6 %), alors qu'il y a une nette augmentation de ceux qui considèrent qu'elle a donné une impulsion au développement social et économique du pays (36 %, soit douze points de plus qu'en 1990)<sup>7</sup>.

Le désir de connaître cette page d'histoire s'est émoussé : 34 % des Russes affirment qu'il faut aller de l'avant sans remuer le passé, 44 % déclarant qu'il faut le connaître pour ne pas réitérer les mêmes erreurs<sup>8</sup>.

À cet égard, le palmarès des personnages du passé révolutionnaire inspirant le plus de sympathie interpelle : par rapport à 1990, Lénine passe de 67 à 26 %, Nicolas II de 4 à 16 %... Staline de 8 à 24 %<sup>9</sup>. Et, de fait, les portraits du Petit Père des Peuples étaient nombreux lors de la manifestation du 7 novembre 2017. Dominants au début des années 2000, les jugements négatifs sur Staline ne sont plus exprimés que par un quart des Russes interrogés dans la période 2008-2012, proportion qui tombe à 12 % en 2018. Réhabilité d'abord comme « homme d'ordre », il l'est ensuite comme « *manager* efficace », ce qui est un changement de paramètre notable. À cela s'ajoute une variante antipoutinienne du stalinisme (Staline incarnant alors la lutte contre les élites bureaucratiques, qui seraient favorisées aujourd'hui par Vladimir Poutine), comme il existe un anticommunisme

5. <https://www.levada.ru/2017/04/05/oktyabrskaya-revolutsiya-2/> mars 2017.

6. <https://wciom.ru/index.php?id=236&uid=9180>

7. <https://www.levada.ru/2017/04/05/oktyabrskaya-revolutsiya-2/> mars 2017.

8. <https://wciom.ru/index.php?id=236&uid=9180>

9. <https://www.levada.ru/2017/04/05/oktyabrskaya-revolutsiya-2/> Le VTsIOM pose la question différemment : il demande, personnage par personnage, le degré de sympathie et d'antipathie. La sympathie pour Lénine passe de 50 (2005) à 53 %, pour Staline de 37 à 52 %, pour Nicolas II de 42 à 60 %. <https://wciom.ru/index.php?id=236&uid=3607>

anti-occidental (l'Occident incarnant ici les Lumières qui auraient accouché de la « néfaste » pensée socialiste), tant il est vrai que les équations des représentations sociales ne sont pas simples. Mais, de façon générale, c'est l'artisan de la victoire dans la Grande Guerre patriotique qui est célébré<sup>10</sup>.

## LA « GRANDE GUERRE PATRIOTIQUE »<sup>11</sup>, UN PASSÉ TRÈS PRÉSENT

Le passé de « défense de la patrie » aura été en toile de fond de la commémoration officielle du 7 novembre 2017, déconnectée de la révolution d'Octobre : le premier des tableaux historiques qui furent « joués » (en costumes) sur la place Rouge est le défilé du 7 novembre 1941, au terme duquel les soldats partirent directement au front. Un autre tableau représentait 1812, les Russes boutant hors du pays les troupes napoléoniennes. Le dernier renvoyait à 1612, où furent chassés les Polonais installés à Moscou à la faveur d'une crise de succession, événement désormais célébré comme nouvelle fête nationale de novembre.

En fait, la vraie fête nationale, c'est-à-dire réellement consensuelle, est la commémoration de la capitulation nazie. Elle revêt aussi, en Russie, une dimension familiale, centrée sur la mémoire des aïeux qui ont traversé la période tragique de la guerre. Si ce conflit est plus associé à une lutte contre le nazisme qu'à une guerre de nations<sup>12</sup>, il n'en touche pas moins aux rapports avec l'Occident. La mise en exergue des exploits américains dans la filmographie occidentale de la guerre a contribué à diffuser en Russie le sentiment amer d'une confiscation de la victoire, qui appelle, à rebours, l'idée que l'Union soviétique aurait pu vaincre l'Allemagne nazie sans les Alliés (réponse de 68 % des personnes interrogées<sup>13</sup>).

10. <https://www.levada.ru/2018/04/10/17896/> 64 % des Russes optent pour l'assertion : « quels que soient ses méfaits, c'est sous sa conduite que le peuple est sorti vainqueur de la guerre » ; le constat : « il a fait des millions de victimes » est repris par 44 %, soit dix-huit points de moins qu'en 2016.

11. La Seconde Guerre mondiale.

12. Lorsque les Russes sont interrogés sur ce que représente pour eux le 9 mai, 16 % choisissent la réponse : « victoire de l'URSS sur l'Allemagne », et 63 % : « victoire du peuple soviétique sur les nazis » <https://www.levada.ru/2018/05/08/den-pobedy-2/>

13. <https://www.levada.ru/2018/05/08/den-pobedy-2/>

De façon générale, la mémoire de la guerre se caractérise par une grande ambivalence, entre le pacifiste « plus jamais cela » et le belliqueux « nous saurons le refaire ». Si le pourcentage de Russes voyant dans le 9 mai l'occasion d'exprimer leur gratitude aux aïeux a plus que doublé (passant de 15 à 32 % entre 2015 et 2018), il en est de même du nombre de Russes considérant que le 9 mai doit être l'occasion de démontrer la force militaire du pays (qui passe de 12 à 21 %) ; 20 % estiment toutefois que c'est la paix qui doit être exaltée dans ces commémorations<sup>14</sup>.

Le « militarisme » de la majorité des Russes est, de fait, plus défensif qu'offensif. Beaucoup ont le sentiment que le pays est menacé (le syndrome de la « forteresse assiégée » a été réactivé), 25 % affirmant redouter une guerre déclenchée par les États-Unis ; l'impression d'isolement de la Russie est largement partagée (56 %) et inquiète plus que les sanctions (inquiétudes exprimées par respectivement 37 et 30 %)<sup>15</sup>. Au demeurant, la perception des sanctions évolue positivement : désormais, les Russes considérant qu'elles ont des conséquences positives l'emportent sur ceux qui pensent que leur effet est négatif (respectivement 34 et 30 %), alors qu'en 2015, 52 % soulignaient leur effet négatif. Il est donc logique qu'une majorité écrasante affirme que le pouvoir doit poursuivre sa ligne de politique étrangère sans se soucier des sanctions (+ 6 % entre avril et juin, soit respectivement 67 et 73 %)<sup>16</sup>.

L'anti-occidentalisme grandit : actuellement, seuls 54 % des Russes considèrent qu'il faut renforcer les liens avec l'Occident, quand ils étaient plus de 70 % à le penser au début des années 2000<sup>17</sup>.

Le sentiment patriotique, qui avait enregistré une forte poussée au moment de la crise ukrainienne, est encore grandissant : en juin 2018, 92 % des Russes se proclament patriotes (81 % en mars 2014)<sup>18</sup>. La composante « vanité nationale » perd du terrain (12 % des personnes interrogées sur le sens du patriotisme choisissent la réponse : « considérer que ton pays est mieux que les autres », contre 24 % en 2014), tandis que progresse la notion d'engagement : « faire en sorte de

14. <https://wciom.ru/index.php?id=236&cuid=9082>

15. <https://www.levada.ru/2018/05/14/rossiya-zapad-2/>

16. <https://wciom.ru/index.php?id=236&cuid=9061> juin 2018. 67 % disent que les sanctions n'affectent pas leur vie quotidienne.

17. <https://www.levada.ru/2018/05/14/rossiya-zapad-2/>

18. <https://wciom.ru/index.php?id=236&cuid=9106>

changer les choses pour assurer au pays un avenir digne de lui » obtient 39 %, contre 24 % en 2000. Soulignons également que pour un Russe sur cinq l'engagement peut être critique (19 % retiennent la variante : « dire la vérité sur le pays, aussi amère soit-elle »<sup>19</sup>). Ajoutons une dimension absente du sondage, mais très présente dans les représentations : l'attachement à la terre et à la nature russes, qui conduit à qualifier de « non patriotes » ceux qui abîment les forêts et autres objets de fierté nationale. Ce patriotisme s'exprime dans le soutien à Vladimir Poutine, dont la capacité à rendre à la Russie son statut de grande puissance est louée depuis son arrivée au pouvoir.

## DÉSIR DE CONTINUITÉ... DANS LE CHANGEMENT

Par-delà cette gratitude envers Vladimir Poutine pour son rôle réparateur de l'ego national, on observe des inflexions dans la réception des choix stratégiques du pouvoir.

Dès la campagne présidentielle de 2008, nombreuses ont été les mises en garde contre les dangers de la stabilité (susceptible d'aboutir à une nouvelle « stagnation », pour reprendre le terme stigmatisant le système soviétique finissant dans les années de la *perestroïka*), qui avait pourtant valu à Vladimir Poutine une reconnaissance largement partagée lors de son arrivée au pouvoir, mettant fin aux années Eltsine qualifiées aujourd'hui de « folles ».

Désormais, la majorité des Russes (56 %) déclare que les réformes sont plus importantes que la stabilité. Pour 84 %, le pays a besoin de changements, et ils se montrent plus radicaux qu'un an plus tôt : 57 % réclament des « changements décisifs et à grande échelle » (42 % en 2017), 25 % des « changements limités à quelques domaines » (41 % en 2017)<sup>20</sup>.

Les priorités assignées au pouvoir sont l'augmentation des retraites et aides sociales (39 %), des services d'éducation et de santé de qualité (25 %), le développement économique et la réduction de la dépendance par rapport aux hydrocarbures (20 %)<sup>21</sup>. Les paramètres standards des démocraties représentatives (séparation des

19. <https://wciom.ru/index.php?id=236&cuid=9156>

20. <https://www.levada.ru/2018/06/19/izmeneniya-i-peremeny/> mai 2018. Les chiffres du VTsIOM sont encore plus élevés (59 et 30 %) <https://wciom.ru/index.php?id=236&cuid=9080>

21. <https://www.levada.ru/2018/06/19/izmeneniya-i-peremeny/>, mai.

pouvoirs, élections libres et médias indépendants) ne figurent pas dans cet agenda, et si les droits sociaux restent plus valorisés que les droits de l'homme, on observe une montée de l'esprit critique relative aux choix économiques.

Par ailleurs, la socialisation juridique fait son chemin : à la septième place du classement des droits, figure désormais celui à une vraie justice<sup>22</sup> (quand la liberté de parole n'arrive qu'en dixième position)<sup>23</sup>. C'est d'abord par la voie judiciaire que les croyants, offusqués par le film *Matilda*, ont tenté d'obtenir l'interdiction de projection. C'est en faisant d'abord appel à la Cour suprême que le principal syndicat « alternatif » (Confédération du travail) a obtenu que soit cassée la décision du tribunal de Saint-Petersbourg ordonnant la dissolution du Syndicat interrégional<sup>24</sup>.

La foi dans le juridique est attestée également par le pourcentage de Russes aspirant à une modification de la Constitution (52 %, 64 % au sein des couches défavorisées), les principaux vœux étant : inscrire dans la Constitution un minimum vital (mentionné par 10 % des personnes interrogées), un accès gratuit à la santé et à l'éducation (mentionné par 5 % pour chacun de ces objectifs), un châtement pour faits de corruption (4 %)<sup>25</sup>.

## MOBILISATIONS SOCIALES *VERSUS* EXPLOSIONS DE COLÈRE

On voit là que les revendications sociales passent davantage par une demande de formalisation institutionnelle que par la rue. De fait, seulement 30 % des Russes s'attendent à une montée en puissance des « tendances protestataires »<sup>26</sup>, plus de 80 % disent n'avoir pas l'intention de participer à des mobilisations, 78 % estiment qu'un scénario analogue à ce qui s'est passé en Arménie au mois d'avril de cette année est impossible en Russie (15 % étant d'avis contraire)<sup>27</sup>.

L'euphorie des mobilisations de l'hiver 2011-2012 est bien loin, elle a plus succombé au traumatisme de Maïdan (événements perçus massivement en Russie sous le signe du chaos et du drame) qu'à la répression (arrestations

22. *Spravedlivy soud*.

23. Rapport de Tatiana Moskalkova cité dans <https://www.vedomosti.ru/politics/articles/2018/04/17/766873-moskalkova-pravah-cheloveka>

24. *Mejregionalnyj profsoiuz « Rabotchaïa assotsiatsia »* (MPRA).

25. <https://wciom.ru/index.php?id=236&cuid=8851> décembre 2017.

26. <https://www.levada.ru/2018/06/19/izmeneniya-i-peremeny/>

27. <https://wciom.ru/index.php?id=236&cuid=9091>, mai 2017.

nombreuses à chacune des manifestations). Depuis plusieurs années, la Russie ne connaît guère que des mobilisations ponctuelles et locales (liées à des problèmes d'immobilier ou de choix d'aménagement urbain, par exemple).

Pourtant, le printemps 2018 aura vu une vague d'explosions de colère. La première est liée à la mauvaise gestion des ordures ménagères, un problème on ne peut plus quotidien. À Volokolamsk<sup>28</sup>, après l'hospitalisation de nombreux enfants intoxiqués par les émanations d'une décharge, la population révoltée a recouru à la violence verbale et physique contre les responsables locaux. Médiatisée, cette action a eu des répliques dans plusieurs villes autour du slogan : « Nous ne nous laisserons pas empoisonner ». Favorisée par l'usage des réseaux sociaux, la mobilisation a donc dépassé le niveau local<sup>29</sup>.

Ces mobilisations dites « non politiques » montrent, d'une part, l'importance de l'émotionnel dans la cristallisation des protestations (c'est parce que des enfants ont été touchés que les habitants de Volokolamsk se sont révoltés contre une situation qui n'était pas nouvelle), d'autre part, la porosité des frontières entre le politique, l'économique et le social dans la qualification des luttes (le *business* des ordures est souvent aux mains de proches de hauts fonctionnaires).

Cela a été particulièrement visible dans la vague de rassemblements qui a suivi l'incendie d'un supermarché à Kemerovo, faisant officiellement soixante-quatre victimes, dont quarante et un enfants. Aux yeux de tous, la catastrophe s'enracine dans la collusion d'intérêts entre entrepreneurs et fonctionnaires en charge des autorisations administratives, comme l'attestent les pancartes brandies dans de nombreuses villes, dès l'annonce du drame (« La corruption tue »)<sup>30</sup>.

Cet événement tragique a illustré toute l'ambiguïté des relations entre Vladimir Poutine et la société russe. C'est après que plusieurs régions de Russie eurent décrété une journée de deuil que le président s'est déplacé sur les lieux de la tragédie et a annoncé une journée de deuil national. Cette inversion de la dynamique dirigés-dirigeants conduit à s'interroger sur les relations de la société russe et de son président.

28. Ville de la région de Moscou, l'un des sites d'évacuation des ordures de la capitale.

29. Cf. la vidéo <https://www.youtube.com/watch?v=O9rM3yYKO9Q> : les habitants de Kolomna y appellent à des poursuites judiciaires à l'encontre des responsables administratifs et des hommes d'affaires qui ont créé ces situations de crise extrême, <https://www.novayagazeta.ru/articles/2018/03/31/76010-ot-nas-otmahivayutsya-respiratorami>.

30. Le contrôle de la sécurité anti-incendie est connu pour donner lieu à de nombreux actes de corruption. Le nombre élevé des victimes est imputé au non-respect des normes et non à la gravité de l'incendie, qui aurait pu être facilement jugulé dans un monde où les règles sont observées.

## PAR-DELÀ LA POPULARITÉ DU PRÉSIDENT

Certes, le soutien de la société russe à son président semble indéfectible. Quelques semaines après sa réélection, 51 % de Russes disaient souhaiter qu'il demeure au pouvoir au-delà de 2024 (27 % rejetant cette hypothèse)<sup>31</sup>. Mais soutien indéfectible ne signifie pas pour autant adhésion massive à l'ordre existant, et l'érosion du taux d'approbation de la politique menée a été très rapide : si, aussitôt après l'élection, 63 % des Russes estimaient que les « choses allaient dans le bon sens » (23 % pensant le contraire), dès le mois de juin les chiffres étaient respectivement de 46 et 42 %<sup>32</sup>.

Relativement faible est le crédit accordé au président quant à sa capacité d'atteindre les objectifs qu'il a lui-même affichés pour son nouveau mandat : 27 % pensent que le niveau de corruption baissera (57 % sont persuadés du contraire) ; 45 % estiment que la croissance des revenus sera au rendez-vous (40 % n'y croient pas)<sup>33</sup>. Les pronostics économiques de la population sont pessimistes (38 % attendent une dégradation, 50 % une absence de changement et seulement 10 % une amélioration). 58 % considèrent que l'actuel gouvernement n'est pas en mesure d'améliorer la situation<sup>34</sup>.

Si 47 % des personnes interrogées sont reconnaissantes à Vladimir Poutine d'avoir rendu à la Russie son statut de grande puissance, 45 % lui reprochent de « n'avoir pas réussi à assurer une juste répartition des revenus », et 39 % de n'être pas parvenu à « restituer aux gens simples les ressources perdues pendant les réformes »<sup>35</sup>. Les résultats d'un sondage sur la perception par la société de la cérémonie d'investiture en mai<sup>36</sup> illustrent ce que l'on pourrait qualifier de « crise des ciseaux », entre attentes pour la nation et attentes pour soi : si, de mandat en mandat, le sentiment de fierté nationale augmente (53 % en mai 2018, 34 %

31. <https://www.levada.ru/2018/06/19/polovina-rossiyan-hochet-videt-putina-prezidentom-i-posle-2024-goda/>

32. <https://www.levada.ru/2018/06/28/odobrenie-prezidenta-i-pravitelstva/> ? Les chiffres se rapprochent de la situation de 2013 (41 %/43 %), renversée par le rattachement de la Crimée (62 %/22 % en juin 2014), avec un maintien durable jusqu'en 2016, où s'amorce une baisse qui cède le pas à une remontée à l'approche des élections.

33. <https://www.levada.ru/2018/06/19/izmeneniya-i-peremeny/>

34. *Ibidem*. 41 % se disent sans inquiétude, voire optimistes sur l'évolution de leur situation personnelle.

35. <https://www.levada.ru/2018/05/07/vladimir-putin-6>

36. <https://wciom.ru/index.php?id=236&cuid=9097>. Notons que le pouvoir a pris soin de changer la scénographie de 2012, qui, soucieuse de sécurité dans un contexte de fortes mobilisations, avait abouti à souligner le fossé existant entre la société et le pouvoir.



en 2012), le niveau d'espérance d'une amélioration baisse (31 % en 2018, quand il était de 38 % en 2012, et de 41 % en 2008, lors de « l'alternance » avec Dmitri Medvedev). Ces sondages ne corroborent pas – loin s'en faut ! – l'idée d'un culte de Vladimir Poutine, assimilé à la figure d'un « bon tsar ». Il est néanmoins l'instance tutélaire vers laquelle on se tourne en dernier recours, et le pouvoir a choisi de donner un canal d'expression à ce mode de communication entre la société et le pouvoir : la « Ligne directe », long échange annuel diffusé à la télévision, qui permet aux citoyens de faire part de leurs doléances à un Vladimir Poutine dispensant des solutions. L'attention portée à ce *show* ne faiblit guère, en dépit de l'aspect répétitif des doléances : 41 % l'ont regardé en 2018, 16 % l'ont suivi à travers les commentaires médiatiques, seuls 37 % disent ne pas s'y être intéressés ; 75 % se déclarent satisfaits des réponses données par le président<sup>37</sup> et la majorité croit à l'efficacité de ce « dialogue » (seuls 22 % se disent sceptiques quant à la résolution effective des problèmes soulevés)<sup>38</sup>.

Chargé de résoudre un problème posé par un téléspectateur<sup>39</sup>, un gouverneur de région répond : « Je pense que Vladimir Vladimirovitch<sup>40</sup> vous remercie d'avoir posé le problème, et tant que la législation n'est pas amendée, nous veillerons à ce que la présente solution fasse système plutôt que d'envisager des ajustements manuels »<sup>41</sup>.

Cette formulation illustre les limites à la fois du mode de gouvernance proclamé (la « verticale du pouvoir » éclairée, alors que l'on voit un ajustement tâtonnant<sup>42</sup>) et de l'étiquette de « régime autoritaire », usuellement mobilisée pour qualifier le système politique russe actuel (les propos mettent en scène le lien gouvernant-gouverné, empreint d'émotion, et une sorte de démocratie participative<sup>43</sup>).

37. <https://wciom.ru/index.php?id=236&tuid=9160>

38. <https://www.levada.ru/2018/06/29/pryamaya-liniya/>

39. Il s'agit d'un problème de taux d'intérêt pour un crédit immobilier, le téléspectateur se plaignant de ce que sa banque ne lui octroie pas le taux d'emprunt bonifié de 6 % (au lieu de 13 %) auquel sa situation de père de famille nombreuse lui donne droit, selon lui.

40. Poutine.

41. <https://www.vedomosti.ru/politics/articles/2018/06/07/772158-mnogodetnomu-ottsu>

42. L'expression russe « *routchnoïe oupravlenië* » dit littéralement « gestion manuelle », qui s'oppose à ce qui pourrait être le « pilotage automatique » d'un *management* efficace.

43. Le Prince, rendu proche par l'usage du prénom et du patronyme pour le nommer, est doté du sentiment de reconnaissance ; le système est doté de la capacité à intégrer les propositions des citoyens.

De fait, le principe de la verticale du pouvoir focalise toutes les revendications sur le président, lequel, soucieux de confirmer sa légitimité, théâtralise sa capacité d'écoute, ce qui appelle en retour une écoute effective de la part de la société<sup>44</sup>.

Ces interactions alimentent la sensation d'une co-construction du système par le pouvoir et la société. Le paradigme autoritaire n'est pas, de fait, en résonance avec les perceptions. D'une part, dans les accès de colère évoqués plus haut, ce qui est demandé au pouvoir est qu'il remplisse ses fonctions régulatrices, qu'il contrôle les contrôleurs, qu'il assure l'Ordre ; ce qui est à l'œuvre est une mobilisation pour demander « plus d'État » en quelque sorte (la demande d'autorité émane de la société). D'autre part, il y a une personnalisation de la relation au pouvoir, déplacée du politique à l'émotionnel (voire au compassionnel). À cet égard, il est intéressant de noter les interprétations d'une nouvelle pratique en essor, celle des suppliques à genoux, adressées au pouvoir, filmées et mises en ligne, pratique à laquelle a même eu recours le maire de Novossibirsk pour inciter le président à participer au financement du métro de la ville. Commentée comme la marque d'une mentalité d'esclave par ceux (y compris russes) qui sont prompts à fustiger le peuple russe, elle a aussi pu être réinterprétée comme un « coup de pub »<sup>45</sup>, une façon de l'emporter dans une lutte compétitive pour les libéralités du prince<sup>46</sup>, attitude pragmatique plus rationnelle que des actions protestataires qui, si elles correspondent aux standards européens, ne sont pas culturellement pertinentes<sup>47</sup>. Autrement dit, par-delà l'apparence de la soumission archaïque, il y aurait une modernité de la logique du *marketing* publicitaire. En d'autres termes, des formes analogues peuvent être investies de contenus nouveaux.

En tout état de cause, la société russe n'est pas plus immobile qu'elle n'est dénuée de sens critique, comme nous l'avons vu à plusieurs reprises... et comme le sait sûrement Vladimir Poutine qui s'applique à asseoir son image de dirigeant

---

44. Ce n'est pas seulement la Ligne directe, canal essentiel de remontée des suppliques, qui retient son attention ; 60 % des Russes ont suivi l'Adresse au parlement en décembre 2017, la majorité l'ayant jugée intéressante. <https://wciom.ru/index.php?id=236&cuid=8989>

45. PR.

46. *Za tsarskouiou milost*.

47. <https://www.vedomosti.ru/opinion/articles/2018/06/18/773017-bunt-kolenyah?>

à l'écoute. La modification du régime de retraite<sup>48</sup> sera un test pour ce mode de régulation des relations entre la société et le pouvoir, comme pour l'arbitrage par les citoyens entre désir d'ordre consensuel et attachement aux droits sociaux. Il s'agit en effet d'un enjeu collectif qui ne saurait passer par une adresse personnelle au président. La protestation est d'abord passée par la voie pétitionnaire (2,5 millions de signataires en quinze jours), avant de descendre dans la rue.

---

48. Les hommes partiront à la retraite à 65 ans (et non plus 60 ans) d'ici à 2028 et les femmes à 60 (et non plus 55) d'ici à 2034. Étant donné l'espérance de vie actuelle, de nombreux Russes pourraient ne pas atteindre l'âge de la retraite.